



RAPPORT D'ACTIVITÉ ET FINANCIER  
2013-2014

# Table des matières

---

<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>Mission du RESSORT</b> .....	<b>4</b>
<b>Objectifs du RESSORT</b> .....	<b>4</b>
<b>Les assises du RESSORT</b> .....	<b>5</b>
Notre définition du développement social.....	5
Une cause commune .....	5
Nos valeurs .....	5
Nos principes directeurs.....	6
<b>Historique</b> .....	<b>6</b>
Forum 2010 .....	6
Comités et Journée de réflexion 2011.....	6
Tournée d'échange.....	7
<b>Les priorités 2013-2014</b> .....	<b>8</b>
<b>MOBILISATION/COMMUNICATION</b> .....	<b>9</b>
<i>La première assemblée du RESSORT</i> .....	<b>9</b>
<i>Le Conseil des partenaires transitoire (CPT)</i> .....	<b>10</b>
<i>Les enjeux identifiés par l'assemblée</i> .....	<b>12</b>
<i>Groupe de travail sur le transport des personnes</i> .....	<b>13</b>
<i>Groupe de travail sur l'habitation</i> .....	<b>13</b>
<i>Comité technique sur le financement</i> .....	<b>15</b>
<i>Les communications du RESSORT : un défi de taille</i> .....	<b>15</b>
<b>SOUTIEN</b> .....	<b>16</b>
<b>DÉVELOPPEMENT ET PARTAGE DE L'EXPERTISE</b> .....	<b>17</b>
<i>Le portrait social de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine</i> .....	<b>17</b>
<b>REPRÉSENTATION</b> .....	<b>18</b>
Le fonctionnement du RESSORT .....	19
Conclusion .....	21
<b>Annexe I : Le fonctionnement du RESSORT</b> .....	<b>22</b>

<b>Annexe II : le plan d'action triennal</b> .....	<b>23</b>
<b>ANNEXE III : Liste des participants aux groupes et comités de travail du RESSORT</b> .....	<b>31</b>
<b>ANNEXE IV : Rapport financier 2013-2014</b> .....	<b>32</b>

### INTRODUCTION

Le Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (RESSORT) vient de compléter une première année d'activités dont de coup d'envoi a été marqué par l'assemblée des partenaires du 22 mai 2013.

Le présent rapport d'activité couvre la période du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014 et vient présenter l'effort collectif des partenaires qui se sont mobilisés au sein des différents comités de travail et instances du RESSORT.

Dans les sections qui suivent, nous faisons d'abord un retour sur la mission du RESSORT de même que sur les assises et l'historique qui sous-tendent notre action. Nous présentons, par la suite, les priorités qui ont guidé l'action des partenaires en 2013-2014 dont l'élément central a consisté au démarrage des travaux autour des chantiers de travail identifiés par l'Assemblée. La dernière section du document traite de la gouvernance du RESSORT et des principaux travaux du Conseil des partenaires transitoire, instance représentant l'Assemblée des partenaires. Le rapport financier pour l'exercice 2013-2014 se retrouve en annexe IV du rapport d'activité.

### MISSION DU RESSORT

La mission du RESSORT consiste à mobiliser les partenaires et les ressources afin de soutenir les collectivités locales dans la prise en charge de leur développement social selon les principes de la concertation, du pouvoir d'agir et de la participation citoyenne.

### OBJECTIFS DU RESSORT

En partant des constats communs validés en cours de démarche, la mise en place du RESSORT poursuit les objectifs suivants :

- élaborer une vision commune des enjeux du développement social des collectivités;
- mieux intégrer les pratiques de soutien au développement social des collectivités;
- mettre en réseau le savoir-faire collectif;
- améliorer l'efficacité de la concertation intersectorielle;
- améliorer l'accès aux ressources pour les collectivités locales;
- agir au bon niveau (local ou régional).

À noter que ces objectifs ont été revalidés lors de la première assemblée du RESSORT.

### LES ASSISES DU RESSORT

#### Notre définition du développement social

Le développement social fait référence à l'ensemble des moyens permettant aux individus, aux groupes et aux collectivités de s'épanouir pleinement et de pouvoir participer à la vie sociale, et ce, dans le respect des droits sociaux. Les moyens à privilégier doivent rejoindre :

- *les personnes et les groupes en assurant le renforcement de leur potentiel et l'exercice de leur citoyenneté;*
- les collectivités sur les bases du développement local ainsi que du renforcement des solidarités et des lieux de démocratie;
- les intervenant(e)s concerné(e)s sur le plan local, régional et national par des pratiques de concertation intersectorielle permettant d'effectuer les constats nécessaires à la prise de décision éclairée et au soutien de la réalisation d'actions structurantes.

#### Une cause commune

Le RESSORT s'appuie sur la volonté largement exprimée de considérer la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale au cœur de nos préoccupations.

Pauvreté : La condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaire pour acquérir et maintenir son autonomie économique ou pour favoriser son intégration et sa participation à la société.

#### Nos valeurs

- Justice sociale
- Égalité
- Respect des droits et des libertés
- Participation citoyenne et le plein exercice démocratique
- Entraide et la solidarité
- Équité
- Respect du territoire habité et de l'environnement

### Nos principes directeurs

*Concertation* : Engagement volontaire des intervenant(e)s autour de problèmes et de solutions relatifs à leur communauté. La dynamique intersectorielle repose sur l'idée que les facteurs déterminant la santé et les conditions de vie appellent des actions plus intégrées et continues.

*Renforcement du pouvoir d'agir* : Nous devons amener les personnes, groupes et collectivités à exercer un plus grand pouvoir sur leur vie et sur leur santé.

*Participation citoyenne* : Nous devons favoriser l'engagement des citoyen(ne)s dans les différentes actions liées à la vie collective.

## HISTORIQUE

### Forum 2010

La démarche actuelle est née dans les suites données au Forum sur la solidarité et l'inclusion sociale qui a eu lieu en 2010, à Sainte-Anne-des-Monts, d'où certains constats sont ressortis, c'est-à-dire :

- l'absence de vision régionale en développement social;
- la multiplication des structures et des mesures s'adressant aux mêmes populations;
- les orientations et les actions peu intégrées (travail en silos);
- le manque de modulation et d'harmonisation des politiques et des programmes;
- la difficulté des milieux à profiter pleinement des fonds disponibles.

### Comités et Journée de réflexion 2011

À la suite du Forum de 2010, les partenaires de l'Entente régionale de collaboration de lutte à la pauvreté et à l'exclusion 2008-2011<sup>1</sup> se sont mobilisés en comité de pilotage et ont mis sur pied un comité de coordination (dans lequel une dizaine de personnes se sont relayées), dirigé jusqu'en juin 2012 par Pierre Michaud (consultant), dans le but de trouver des solutions aux constats. À cet effet, ils se sont alliés un

---

<sup>1</sup> Les partenaires de l'entente régionale 2008-2011 ont renouvelé leur adhésion autour d'une entente de partenariat 2012-2015 pour la mise en œuvre, le développement et la coordination du réseau des partenaires en développement des collectivités Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

comité-conseil, réunissant une trentaine de professionnels et des représentants du milieu régional et local en développement social, pour réfléchir sur de possibles avenues. Leurs idées furent d'abord discutées à la Journée de réflexion, tenue en novembre 2011 à Gaspé, lors de laquelle il fut suggéré :

- qu'il était important que cette démarche soit en lien avec une cause rassembleuse, nommément, la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale;
- que les efforts devraient être centrés sur le soutien aux collectivités territoriales;
- que la souplesse soit assurée dans la coordination de l'action ainsi que l'optimisation des lieux de concertation existants;
- que la mobilisation devrait se faire autour d'actions réalistes pour assurer des réussites collectives.

### Tournée d'échange

La tournée d'échange avec les partenaires locaux a eu lieu dans tous les territoires de MRC entre les mois d'octobre 2012 et avril 2013. Cette activité devenait incontournable pour un réseau qui souhaite mieux soutenir les collectivités territoriales dans leurs préoccupations et actions.

Les objectifs poursuivis par cette tournée d'échange étaient les suivants :

- faire part aux partenaires locaux du contexte (constats 2010) et du travail d'élaboration du Réseau des partenaires pour le développement des collectivités GÎM;
- identifier, si possible, un lieu de concertation intersectorielle local comme noyau de base du réseau et comme interlocuteur représentatif de chacune des MRC;
- valider les mandats potentiels du réseau envers les collectivités locales;
- alimenter la démarche.

Les résultats de cette démarche, de même que l'ensemble des commentaires et recommandations recueillis, se retrouvent dans un rapport complet et exhaustif que vous pouvez consulter dans la section *Outils* sur la plateforme du RESSORT<sup>2</sup>. Parmi les recommandations des partenaires locaux, on y retrouve notamment :

- l'importance de se mettre en réseau dans chacun des territoires de MRC, puis entre ceux-ci et le régional, pour aller plus loin;
- l'importance d'appuyer le local;
- plusieurs recommandations des partenaires des territoires, quant à cette liaison entre le local et le régional en développement social.

### LES PRIORITÉS 2013-2014

Avec l'arrivée d'une nouvelle coordonnatrice en novembre 2013 et la mise en place d'une structure de fonctionnement validée lors de la première Assemblée (voir le schéma en annexe I), l'année 2013-2014 en a été une de transition. Elle a aussi été une année où les partenaires ont travaillé ensemble à l'élaboration d'un plan d'action triennal 2013-2016 (voir annexe II) et où ils ont pu se mettre en action autour des enjeux identifiés par l'assemblée des partenaires de mai 2013.

Le plan d'action triennal se divise en 4 grands axes qui viennent structurer l'intervention du RESSORT, en soutien aux collectivités locales :

- **Mobilisation/communication**
- **Soutien**
- **Développement et partage de l'expertise**
- **Représentation**

Voici les priorités qui ont été traitées en 2013-2014 en fonction de chaque axe d'intervention du plan d'action.

---

<sup>2</sup> <http://ressortgim.ca/wp-content/uploads/Rapporttournéefinal.pdf>

### *MOBILISATION/COMMUNICATION*

L'axe de la mobilisation a été celui qui a été le plus investi par les partenaires en 2013-2014. La plus importante activité a été sans aucun doute, la tenue de la première assemblée du RESSORT. Cette assemblée a recommandé la formation d'un conseil des partenaires transitoire et a identifié les enjeux autour desquels ils seraient prioritaires de travailler collectivement. La mobilisation du Conseil des partenaires transitoire de même que la mobilisation des partenaires autour des enjeux partagés par l'assemblée ont été des priorités en 2013-2014. Un comité technique sur le financement s'est aussi mobilisé, en réponse à une préoccupation partagée lors de la tournée d'échange et validée en assemblée.

#### La première assemblée du RESSORT



Le RESSORT a pris son envol le 22 mai 2013, lors d'une assemblée qui a réuni plus d'une centaine de partenaires, soucieux de mieux soutenir le développement social et de lutter collectivement contre la pauvreté dans notre région.

L'assemblée constitue un important levier de mobilisation des partenaires : il s'agit d'un lieu d'échange, de réflexion collective, de ressourcement qui participe au développement d'une vision commune du développement des collectivités. Elle offre une tribune aux collectivités locales et permet aux partenaires d'identifier les enjeux communs autour desquels le savoir-faire collectif pourrait être mis à contribution. En mai 2013, les partenaires du RESSORT ont défini les enjeux suivants, à partir des préoccupations ramenées par les concertations locales de chaque MRC :

- logement/habitation;
- autonomie/sécurité alimentaire;
- transport;
- éducation/scolarisation/formation/développement des compétences;
- estime de soi, isolement, exclusion sociale;
- démographie;
- emploi;
- famille.

Ils se sont aussi entendus sur un mode de gouvernance pour le RESSORT et ont nommé un Conseil des partenaires transitoire (CPT) pour les représenter de même que pour assurer la mise en œuvre du RESSORT jusqu'à la prochaine assemblée. Ils ont recommandé que le CPT soit initialement et minimalement composé de :

- Six représentantEs issuEs des territoires de MRC : c'est-à-dire un ou une représentantE déléguéE par chacune des instances de concertation intersectorielle (ATI- Lutte à la pauvreté-Développement social);
- Trois représentantEs du secteur gouvernemental, dont la Conférence régionale des ÉluEs (CRÉ);
- Trois représentantEs du mouvement communautaire;
- Un ou une représentantE des personnes anglophones de la région;
- Un ou une représentantE des groupes autochtones de la région;

Enfin, l'assemblée a confié au CPT, le mandat initial suivant :

- élaborer une proposition de règles formelles de fonctionnement du RESSORT;
- s'entendre sur le ou les fiduciaires;
- convoquer l'assemblée des partenaires au plus tard dans un an.

### *Le Conseil des partenaires transitoire (CPT)*

Pour répondre au mandat qu'il a reçu de l'assemblée, le CPT s'est réuni à trois reprises en 2013-2014<sup>3</sup> et a réalisé les activités suivantes :

- Il a renouvelé l'entente de fiducie du RESSORT avec la CRÉGÎM, en ajoutant un addenda à l'entente de fiducie 2012-2013<sup>4</sup>.
- Il a discuté et validé le plan d'action 2013-2016 pour le RESSORT. Ce plan d'action a été transmis aux partenaires du RESSORT afin d'obtenir leurs commentaires. Les travaux autour du plan d'action du RESSORT se poursuivront en 2014-2015;
- Une proposition de règles formelles de fonctionnement pour le RESSORT est en cours d'élaboration et sera l'objet d'importants travaux au cours de l'automne 2014;

---

<sup>3</sup> À noter qu'avec le départ de la coordonnatrice à la fin août 2013 et l'arrivée d'une nouvelle ressource en novembre 2013, les travaux du Conseil des partenaires transitoire (CPT) n'ont démarré qu'en décembre 2013. Par ailleurs, deux autres rencontres ont eu lieu, soit le 6 mai et le 2 juillet 2014. Un Lac à l'épaule s'est également tenu le 14 octobre 2014.

<sup>4</sup> L'organisme fiduciaire a comme responsabilité, notamment, d'administrer le budget destiné à la mise en place du RESSORT et d'assurer l'encadrement et la gestion administrative du contrat de la coordonnatrice du RESSORT, en collaboration avec le Conseil des partenaires transitoire.

- Dans le cadre de la tournée des régions du Réseau québécois de développement social (RQDS), le CPT a été convié à une rencontre où il a été amené à prendre connaissance des bilans régionaux et à établir des priorités pour le développement social des 15 prochaines années. Les priorités retenues par le CPT ont été l'évaluation adaptée des initiatives de développement social, la participation citoyenne et les défis qu'elle représente, et enfin, l'enjeu du financement des démarches de développement social.



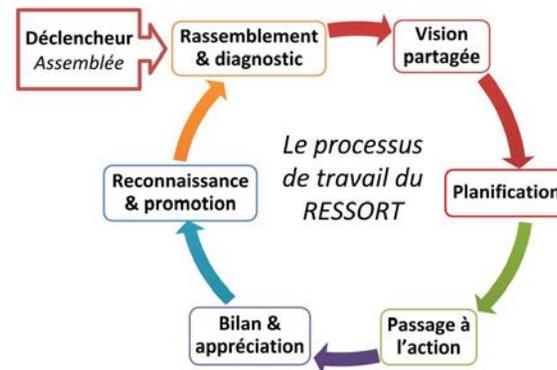
Les membres du CPT (2013-2014). Rangée du bas, de la gauche vers la droite : Caroline Duval, Gaëtanne Mauger et Greg LeBlanc (membres de l'équipe de coordination du RESSORT). Chantal Pellerin (sur Skype, représentante, MRC Haute-Gaspésie), Hélène Vandette (représentante, milieu communautaire). Deuxième rangée : Carole St-Pierre (représentante, secteur gouvernemental), Marc-André Aubé (représentant, MRC Côte-de-Gaspé), Geneviève Giguère (représentante, milieu communautaire), Ariane Courville (représentante, secteur gouvernemental), Stéphanie Arseneau-Bussièrès (représentante, MRC Îles-de-la-Madeleine), Cathy Brown (représentante, anglophone). Troisième rangée : Mélissa Bélanger (représentante, MRC Bonaventure), Gilbert Scantland (représentant, organisme fiduciaire du RESSORT), Mathieu Lapointe (représentant, MRC Avignon), Julie Lacasse (coordonnatrice du RESSORT), Cindy Delarosbil (représentante, milieu communautaire) et Benoît Cayouette (représentant MRC Rocher-Percé).

En plus du mandat qu'il a reçu de l'assemblée, le Conseil des partenaires transitoire a accepté d'assumer les rôles suivants, jusqu'à ce qu'un prochain conseil des partenaires soit nommé :

- Représenter l'Assemblée du RESSORT
  - o Être gardien de la vision commune du développement social des collectivités;
  - o Assurer le relais de l'information vers les différents réseaux et organisations pour le maintien de la mobilisation
- Assurer le suivi des orientations du RESSORT
  - o Élaborer un plan d'action pour le RESSORT
- Mobiliser les partenaires
  - o Promouvoir le RESSORT auprès des partenaires identifiés comme manquants (secteur économique, autochtone)
  - o Mobiliser des ressources humaines (équipe de coordination) pour travailler à l'actualisation de la mission du RESSORT
- Assurer l'encadrement fonctionnel de l'équipe de coordination du RESSORT
- Assurer le suivi du budget

### *Les enjeux identifiés par l'assemblée*

Pour mobiliser les partenaires autour des enjeux partagés lors de la première assemblée, un processus de travail a été proposé par l'équipe de coordination du RESSORT. Ce processus se décline en 6 grandes étapes, présentées dans le schéma suivant :



Au cours de l'été 2013, les personnes ayant manifesté leur intérêt à collaborer aux travaux ont été invitées à compléter un sondage sur chacun des enjeux. Les résultats des sondages mettent en évidence les points de vue des partenaires et viennent mieux cerner la ou les problématiques de chaque enjeu sur le plan des personnes concernées, des causes et des conséquences. Ils nous donnent aussi des indications sur ce qui se fait déjà dans la région et des pistes de solution collectives pour agir sur les différentes problématiques. Ces données constituent un bon point de départ pour soutenir l'élaboration d'un diagnostic et orienter les travaux.

En 2013-2014, deux groupes de travail<sup>5</sup> ont été formés pour tenter de trouver des solutions aux problématiques du transport et de l'habitation. L'équipe de coordination a coanimé ces travaux avec des partenaires souhaitant apporter un soutien aux groupes de travail.

### *Groupe de travail sur le transport des personnes*



Un comité d'une vingtaine de partenaires de provenance très variée (local et régional) s'est mobilisé à deux reprises en 2013-2014. Au cours de ces rencontres, les partenaires ont travaillé à cerner les problématiques de l'enjeu du transport des personnes dans la région, à partir, notamment, des résultats du sondage. Ils ont aussi fait un exercice de vision et ont discuté des pistes de solutions envisageables. Au nombre de celles-ci, les partenaires considèrent qu'il serait important que la région travaille à l'arrimage des différents services de transport (scolaire, adapté, collectif, privé) pour assurer une meilleure réponse aux besoins (tenir compte des travailleurs qui ont des horaires atypiques, planifier des arrêts aux épiceries et aux CPE, etc.). Par ailleurs, ils soutiennent qu'il serait aussi essentiel qu'on se penche sur des pistes de solution à court terme afin de soutenir les initiatives locales porteuses qui sont actuellement sous-financées. Le groupe se rencontrera à nouveau afin de planifier l'action collective autour des pistes de solutions identifiées. Pour plus d'information sur les travaux du groupe « transport », rendez-vous sur le site Web du RESSORT, dans la section « groupe ».

### *Groupe de travail sur l'habitation*

Au cours de l'automne 2013, le Groupe ressource en logements collectifs Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (GRLC-GÎM) recevait la confirmation d'un soutien financier par le « Fonds innovation sociale » de la CRÉ-GÎM pour la réalisation d'un portrait évolutif sur l'état de situation du logement dans notre région. Documenter la situation du logement et, plus particulièrement les enjeux auxquels font face nos familles vulnérables dans notre région (manque de logements sociaux, coûts élevés, taux d'inoccupation très bas, insalubrité) devenait essentiel pour appuyer les décisions futures en cette matière.



<sup>5</sup> La liste des participants aux groupes et comités de travail se retrouve à l'annexe III. Les

Pour effectuer ces travaux, le GRLC-GÎM, en collaboration avec l'équipe de coordination du RESSORT, a mobilisé les partenaires intéressés à travailler sur cet enjeu et a formé un comité de suivi du portrait. Au cours de l'hiver 2014, les travaux du comité de suivi ont surtout consisté en l'élaboration d'un plan de travail pour la mise en œuvre du projet et en la recherche d'un consultant (chaire de recherche, chercheurs) en mesure de réaliser les travaux entourant le portrait. Les autres préoccupations entourant l'enjeu de l'habitation seront traitées ultérieurement.



Les membres du groupe habitation/logement (de gauche à droite, du bas vers le haut) : Luc Potvin (organisateur communautaire CSSS Baie-des-Chaleurs), Valérie Blain (Comité lutte à la pauvreté Côte-de-Gaspé), Martine Dumaresq (CRRRI), Nathalie Duguay (Association des aînés du Rocher-Percé), Gaëtanne Mauger (CRÉ-GÎM), Johanne Bécu (Centre Émilie-Gamelin), Nastassia William (Table concertation des groupes de femmes), Aude Buevoz (Agente de développement rural), Marie Houde (GRLC-GÎM), Daniel Samuel (OMH Côte-de-Gaspé), Mélissa Bélanger (ATI Bonaventure), Monique Collin (OMH de Percé), Claude Cyr (Commission jeunesse), Ambroise Henri (GRLC-GÎM), Gilbert Bélanger (CIRADD), Mathieu Lapointe (ATI Avignon), Pierre-Luc Lupien (CIRADD). Absents : André St-Onge (ATI, Îles-de-la-Madeleine), Danick O'connor (Stratégie d'établissement durable), Jean-François Houde (Office des personnes handicapées du Québec), Kevin Coulombe (Agence de la santé et des services sociaux GÎM).

### *Comité technique sur le financement*<sup>6</sup>

En réponse à une préoccupation partagée par plusieurs partenaires du RESSORT, un groupe de travail, formé principalement de gestionnaires de fonds (Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale, Québec en forme, Avenir d'enfants, Complice persévérance scolaire) mais aussi de représentants des milieux communautaires et de la concertation locale et régionale, a été mobilisé pour échanger sur ce qui apparaît être des irritants pour ceux qui bénéficient des fonds et pour ceux qui les administrent. Au cours de ces rencontres, plusieurs constats sont ressortis dont :

- le besoin d'arrimage entre les priorités des différents fonds;
- la difficulté pour les milieux d'accéder à ces leviers financiers;
- le manque de soutien au niveau de l'évaluation de projets;
- la nécessité d'assouplir les règles pour mieux répondre aux besoins exprimés.

Les membres du comité ont émis le souhait de réduire l'impact de ces irritants pour les milieux et les gestionnaires. Les travaux de ce comité ont porté sur l'élaboration d'une base de données visant à uniformiser les formulaires de dépôt de projets et la reddition de comptes des différents fonds. Les partenaires ont aussi entamé des travaux visant la création d'un répertoire des fonds et des ressources financières disponibles dans la région.

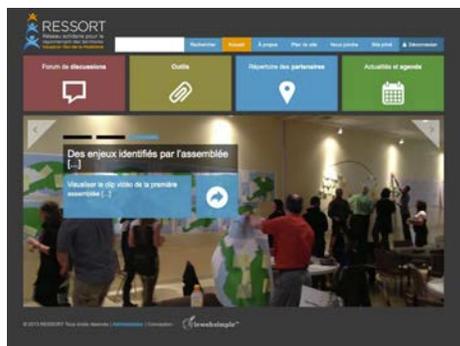
Ces réflexions ont poussé les principaux gestionnaires de fonds régionaux à se réunir de façon plus assidue au cours de l'hiver 2014 pour tenter de s'arrimer davantage. Ils ont créé, avec leurs directions respectives, un projet pilote sur l'arrimage des différents fonds dans deux MRC de la région (Rocher-Percé et Îles-de-la-Madeleine). L'objectif de ce projet pilote consiste à réaliser une planification stratégique concertée qui intègre les volets « lutte à la pauvreté », « l'adoption de saines habitudes de vie », « le développement global des enfants » et la « persévérance scolaire ». Notons que la planification intégrée est une démarche très novatrice au Québec et que quelques MRC seulement ont décidé de tenter l'expérience. À suivre!

### **Les communications du RESSORT : un défi de taille**

L'Assemblée a été l'occasion de lancer officiellement la plateforme Web du RESSORT. Sa mise en place, dans sa forme et son contenu, a représenté un dossier important en 2013-2014 : alimenter et gérer cette plateforme, diffuser de l'information, favoriser les échanges et susciter l'adhésion de nouveaux partenaires est un défi constant! Cette plateforme a été créée sur mesure afin de faciliter les communications entre les partenaires des groupes de travail du RESSORT. Les différentes fonctionnalités de la plateforme permettent aux

---

<sup>6</sup> En cohérence avec le plan d'action triennal, cette section devrait se retrouver dans l'axe « Soutien ». Par contre, il est davantage question de mobilisation à cette étape-ci des travaux. La liste des participants se retrouve à l'annexe III.



partenaires de partager et de stocker de l'information, de diffuser des contenus pertinents, d'interagir entre eux et de commenter ces contenus. De plus, un bulletin est diffusé à l'ensemble des membres du RESSORT tous les deux mois et permet, notamment, de mettre en évidence les bons coups en développement social des collectivités. En 2013-2014, six bulletins ont été transmis aux partenaires.

Même s'il reste des efforts à mettre pour favoriser une appropriation de la plateforme, il fait nul doute qu'elle constitue un outil de communication efficace en plus d'avoir un impact positif sur l'engagement des partenaires et le sentiment d'appartenance au RESSORT! Déjà, plus de 120 membres en font partie. Pour visiter la plateforme, rendez-vous sur le site suivant : [www.ressortgim.ca](http://www.ressortgim.ca)

### SOUTIEN

Selon le plan d'action triennal (annexe II), cet axe d'intervention vise à soutenir les liens avec et entre les milieux locaux dont notamment le soutien aux instances de concertation intersectorielles (ICI). Les ICI constituent le noyau de base du RESSORT. Elles représentent les lieux de concertation, à l'échelle des MRC, qui ont comme préoccupation le développement social et la lutte à la pauvreté. Les partenaires du RESSORT ont identifié les comités locaux réunis sous l'approche territoriale intégrée (ATI) de chacune de nos MRC comme étant le meilleur potentiel pour représenter les ICI. En 2013-2014, cet axe d'intervention a été peu investi compte tenu de l'énergie déployée au niveau de la mobilisation, des communications et de la gouvernance du RESSORT.



### *DÉVELOPPEMENT ET PARTAGE DE L'EXPERTISE*

Par cet axe d'intervention, le RESSORT poursuit l'objectif de proposer des outils en fonction des besoins, de rendre disponible, sur la plateforme, l'information utile aux partenaires et de promouvoir une approche réseau du partage et du développement des connaissances. En 2013-2014, différents travaux ont été réalisés en ce sens : l'équipe de coordination a élaboré un processus pour faciliter le travail collectif autour des enjeux, plusieurs documents, vidéos et études sur les bons coups, les réussites et les pratiques en développement social des collectivités ont été déposés sur la plateforme dont le *Portrait social de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine* (la version finale du portrait social sera diffusée à l'automne 2014).

#### *Le portrait social de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine*



Portrait social de la région  
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine  
2011-2012

En 2011, à la demande du ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS), un portrait socio-économique de la région devait être élaboré dans le cadre des travaux de l'Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale (GÎM). Pour répondre à la demande du MESS, la Conférence régionale des éluEs (CRÉ-GÎM) s'allia à la Table de concertation des groupes de femmes GÎM qui avait publié, en 2009, l'Observatoire de la condition féminine en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine (un recueil de données ventilées selon les sexes produit en vertu de l'Entente régionale de collaboration en condition féminine 2008-2011).

En janvier 2012, madame Sylvie Fortier, sociologue, fut engagée à titre de consultante pour réviser et finaliser le document. Une première ébauche de ce portrait socioéconomique régional fut présentée à un groupe de plus d'une vingtaine de partenaires en développement social en mai 2012 (comité conseil). Ils accueillirent cette

initiative avec beaucoup d'enthousiasme et convinrent de donner suite à cet effort collectif en mettant en place un comité « veille-portrait » avec les mandats de :

Réviser l'ébauche de portrait régional afin de donner suite à ce portrait régional en faisant un pas de plus, c'est-à-dire :

- Élaborer des pistes de réflexion à être considérées lors de la planification – sectorielle ou intersectorielle – subséquente, en vue d'améliorer l'état de situation des différents indicateurs analysés ;
- Assurer une mise à jour continue du portrait ;
- Assurer l'accessibilité du portrait « vivant » via une éventuelle plateforme Web.

Le comité s'est rencontré au cours de l'hiver 2014 et a approuvé la version finale du portrait. On y retrouve une foule de données statistiques, à jour, sur la population, l'économie, l'emploi, le revenu, l'éducation, la santé et les conditions de vie des GaspésienNEs et Madelinots-Madeliniennes de la région et de chacune des MRC. Il s'agit d'un document de référence pour les partenaires du développement social, facilement accessible et consultable sur la plateforme Web du RESSORT. Les travaux de ce comité se poursuivront en 2014-2015 afin d'évaluer la possibilité d'assurer une mise à jour en continu du portrait.

### REPRÉSENTATION



L'axe de la représentation vise à faire connaître les réalités régionales et locales partagées par les partenaires du RESSORT. À ce titre, l'équipe de coordination a réalisé une activité d'animation dans le cadre du Colloque « La Gaspésie face aux enjeux du 21e siècle ». Organisé à l'initiative du Cégep de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine, ce colloque visait à rassembler des acteurs de divers horizons pour susciter la réflexion et l'échange sur l'avenir du territoire régional gaspésien. Invités comme conférenciers lors de l'événement, le RESSORT et le Comité de lutte à la pauvreté de La Côte-de-Gaspé ont décidé d'unir leurs efforts pour proposer une activité interactive sur la lutte à la pauvreté et le développement social. Les participants, surtout des étudiants, ont été amenés à expérimenter le travail collectif, en priorisant d'abord les trois enjeux sur lesquels ils souhaitaient travailler, parmi ceux identifiés par les partenaires du RESSORT. Qu'est-ce qui préoccupe les étudiants ? L'alimentation, l'éducation et l'exclusion sociale. Ils ont par ailleurs été étonnés de constater que l'environnement n'apparaissait nulle part. Par cette activité, le RESSORT et le Comité de lutte à la pauvreté de La Côte-de-Gaspé souhaitent démystifier la notion de développement social et mettre en avant plan l'importance de travailler ensemble à partir des préoccupations et des besoins exprimés.



*Quelques photos du World Café en développement social, animé par le RESSORT, lors du Colloque « La Gaspésie face aux enjeux du 21<sup>e</sup> siècle ».*

### Le fonctionnement du RESSORT<sup>7</sup>

En 2013-2014, le fonctionnement du RESSORT s'est appuyé, sur les trois principales instances suivantes:

- L'assemblée des partenaires (mai 2013) ;
- Le Conseil des partenaires transitoire, instance représentant l'assemblée ;
- L'équipe de coordination

L'équipe de coordination est composée de professionnels délégués par des organisations membres du RESSORT qui ont la responsabilité de soutenir, en fonction de leur expertise et de leur disponibilité, le fonctionnement du RESSORT.

En 2013-2014, l'équipe de coordination était composée des professionnels délégués suivants :

- Gaëtanne Mauger, agente de concertation à la CRÉ-GÎM responsable de l'Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale;
- Caroline Duval, agente de planification en développement des communautés à la Direction régionale de santé publique;
- Greg LeBlanc, agent de liaison pour le Regroupement des organismes communautaires de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

<sup>7</sup> Vous retrouverez à l'annexe I, le schéma organisationnel du RESSORT qui résume le mandat de chacune des instances.

En collaboration et en collégialité avec la coordonnatrice du RESSORT, l'équipe de coordination a contribué, en 2013-2014:

- À la mise en liaison des agents d'accompagnement du développement des collectivités (responsable ATI, organisateurs communautaires);
- À assurer les liens entre le RESSORT et les organismes communautaires;
- À soutenir les communications du RESSORT en alimentant la plateforme ou en rédigeant des articles pour les bulletins du RESSORT;
- À la réflexion et à l'élaboration du plan d'action 2013-2016 du RESSORT, des règles de fonctionnement et du processus de travail autour des enjeux;
- À soutenir les rencontres du Conseil des partenaires transitoire, les groupes de travail sur les enjeux et le comité technique financement;
- À assurer les liens entre les différents comités du RESSORT
- Au partage et au développement de l'expertise en diffusant des ressources pertinentes sur la plateforme.



*L'équipe de coordination du RESSORT en 2013-2014 : Caroline Duval, Gaëtanne Mauger et Greg LeBlanc*

### Conclusion

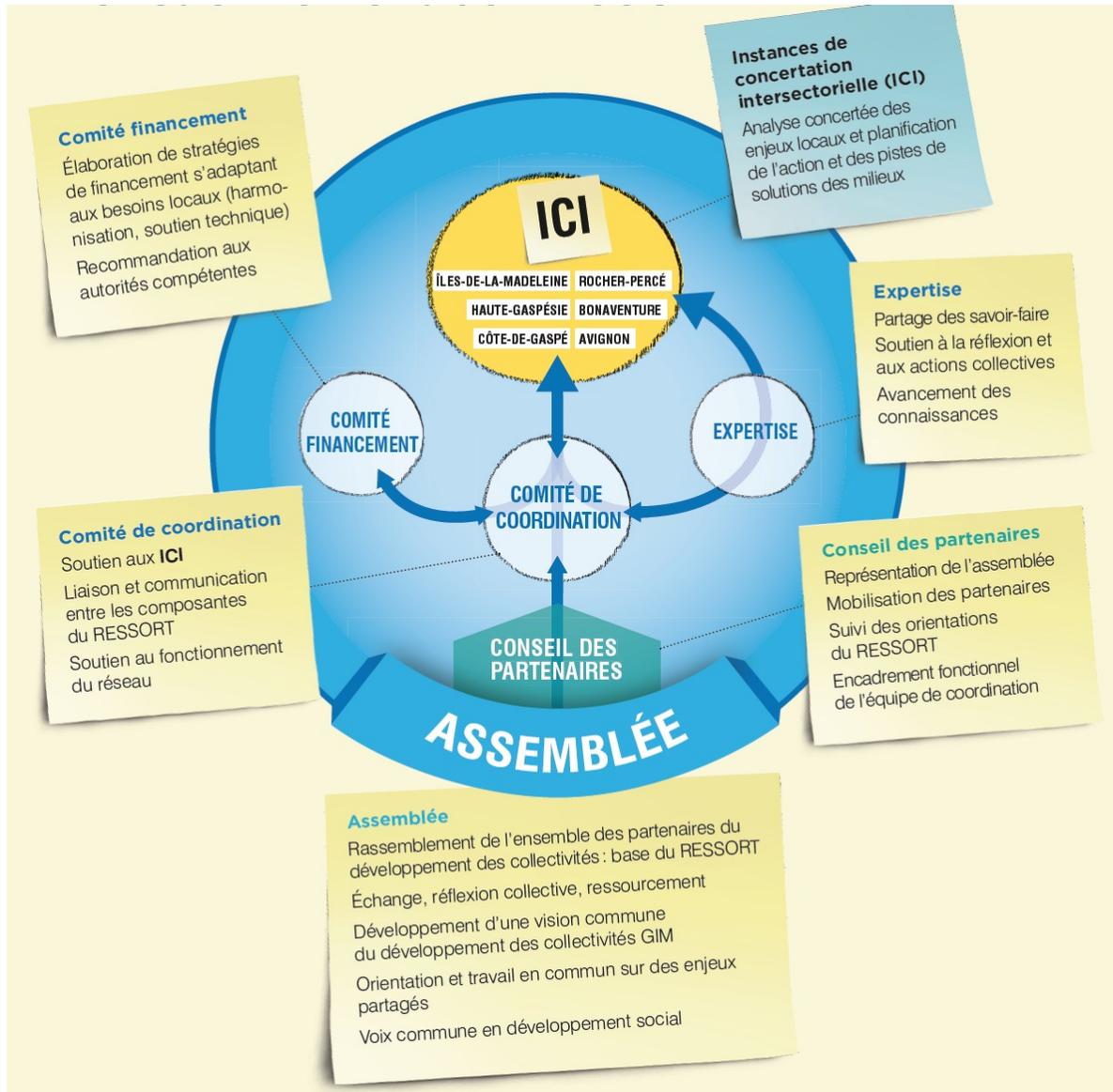
Le Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires est un projet social en constante mouvance qui se construit depuis plus de quatre ans avec et pour des partenaires soucieux de mieux travailler ensemble au regard du développement social et de la lutte à la pauvreté. Ces partenaires se sont donnés comme mission de mieux soutenir les milieux locaux, ou les instances de concertations intersectorielles, en mettant à leur disposition un réseau d'expertise et de ressources.

En 2013-2014, la première assemblée du RESSORT a donné le ton à en identifiant les enjeux sur lesquels ils étaient prioritaires de travailler ensemble et en confiant à un Conseil des partenaires transitoire le mandat de mettre en œuvre le RESSORT et de préciser son fonctionnement. De façon plus précise, en 2013-2014, les partenaires se sont mobilisés autour des enjeux du transport des personnes, de l'habitation et ont poursuivi les travaux du comité technique sur le financement. Le Conseil des partenaires transitoire s'est rencontré à plusieurs reprises afin de réfléchir à la gouvernance du RESSORT et d'élaborer un plan d'action triennal.

En 2013-2014, le RESSORT a aussi contribué à faciliter et à favoriser les communications en mettant une plateforme de collaboration à la disposition des partenaires. Près de 120 personnes en sont membres! Il a aussi su démontrer qu'il était possible d'agir ensemble en s'appuyant sur une organisation souple et peu coûteuse : un organisme fiduciaire, une employée à la coordination et des professionnels dégagés par leurs organisations pour assurer la bonne marche du réseau (équipe de coordination). De façon générale, le RESSORT a contribué, en 2013-2014, à renforcer la capacité des organisations locales et régionales de travailler ensemble.

L'année qui vient annonce son lot de défis pour les partenaires du RESSORT. Tout d'abord, il sera prioritaire de clarifier les canaux de communication visant à faire cheminer les préoccupations locales dans le RESSORT et d'identifier les lieux de concertation (ou instances) où elles seront discutées et analysées. Il sera aussi essentiel de s'entendre sur les mandats, rôles et responsabilités des ICI de même que sur la définition (ou représentativité) de cette instance du RESSORT pour les partenaires du milieu local. Enfin, dans le contexte de l'élaboration des règles de fonctionnement, le Conseil des partenaires transitoire aura le défi de proposer une gouvernance qui reflète les valeurs et les intentions des personnes qui ont contribué à l'émergence du RESSORT tout en étant souple, simple et accessible pour les partenaires des milieux locaux.

**ANNEXE I : LE FONCTIONNEMENT DU RESSORT**





Rapport annuel d'activité 2013-2014

ANNEXE II : LE PLAN D'ACTION TRIENNAL



DOCUMENT DE TRAVAIL

# PLAN D'ACTION 2013-2016

FÉVRIER 2014

## Vers le plan d'action 2013-2016 du RESSORT

### Notre mission

Mobiliser les partenaires et les ressources afin de soutenir les collectivités locales dans la prise en charge de leur développement social selon les principes de la concertation, du pouvoir d'agir et de la participation citoyenne.

### Nos objectifs à long terme

- Réflexion et élaboration d'une vision régionale commune des enjeux en développement social des collectivités
- Meilleure intégration des pratiques en soutien au développement social des collectivités
- Mise en réseau d'un savoir-faire collectif en développement social des collectivités
- Meilleur accès aux ressources pour les collectivités locales
- Des actions au bon niveau (local ou régional)
- Concertation intersectorielle efficiente

### Notre cause fédératrice

- La lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

### Nos valeurs

- Justice sociale
- Égalité
- Respect des droits et liberté
- Participation citoyenne et plein exercice démocratique
- Entraide et solidarité
- Équité
- Respect du territoire habité et de l'environnement

### Nos axes d'intervention

- Mobilisation/communication
- Soutien
- Développement et partage de l'expertise
- Représentation

## Mobilisation/communication

Objectif(s) spécifique(s)	Stratégie(s) d'action	Responsable(s) et partenaire(s)	Échéancier	Résultat(s) attendu(s)
<b>1. Rassembler les partenaires et développer une vision commune du développement social des collectivités</b>	1.1 Mobiliser le Conseil des partenaires transitoire pour assurer le suivi des orientations du RESSORT	Équipe de coordination CPT	Décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le CPT répond au mandat que lui a confié l'assemblée.</li> <li>Le secteur autochtone participe au CPT.</li> <li>Le plan d'action est adopté et suivi.</li> </ul>
	1.2 Mobiliser les partenaires afin de favoriser le travail en commun sur des enjeux partagés	Équipe de coordination Partenaires	Décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une rencontre par enjeu est organisée</li> <li>Les partenaires intéressés à travailler sur chacun des enjeux sont mobilisés.</li> <li>La ou les problématiques de chaque enjeu sont identifiées.</li> <li>Les organisations et instances de concertation travaillant déjà sur ces enjeux sont appuyées par le RESSORT.</li> <li>Les opportunités d'action collectives sur chaque enjeu sont évaluées.</li> <li>Un plan d'action est défini, en fonction des besoins, des axes d'intervention du RESSORT (nous ensemble), des concertations existantes et des ressources humaines disponibles.</li> </ul>
	1.3 Tenir une assemblée annuelle	Équipe de coordination Comité assemblée	Décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'assemblée suscite la mobilisation des partenaires et permet l'échange, la réflexion collective et le ressourcement.</li> <li>Les ICI présentent leurs préoccupations et leurs enjeux.</li> <li>Les partenaires prennent connaissance du rapport annuel d'activité et financier.</li> <li>Les partenaires identifient les priorités d'action.</li> </ul>

Objectif(s) spécifique(s)	Stratégie(s) d'action	Responsable(s) et partenaire(s)	Échéancier	Résultat(s) attendu(s)
<b>2. Maintenir la communication avec les partenaires</b>	2.1 Former un comité « communication du RESSORT »	Équipe de coordination Comité plateforme	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un comité, composé de membres de l'équipe de coordination, de membres du comité plateforme et d'autres partenaires du RESSORT, est formé pour soutenir l'ensemble des activités de communication du RESSORT : Bulletin, plateforme, outils de communication, rôle-Conseil auprès des différents comités du RESSORT, évaluation des communications.</li> </ul>
	2.2 Rendre la plateforme fonctionnelle et conviviale	Équipe de coordination Comité communication Symbiose	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>La plateforme est alimentée de façon continue (forums, actualité agenda).</li> <li>Les comités de travail du RESSORT utilisent la plateforme pour collaborer.</li> <li>De la formation continue sur les fonctionnalités de la plateforme est offerte.</li> <li>Un outil d'accompagnement est développé.</li> <li>Les travaux de mise en place de la plateforme sont complétés.</li> <li>Le nombre de partenaires membres de la plateforme est en croissance.</li> </ul>
	2.3 Publier des bulletins régulièrement	Équipe de coordination Comité communication Partenaires	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication de bulletins à tous les deux mois.</li> </ul>
	2.4 Favoriser l'échange d'informations concernant les travaux du RESSORT	CPT Partenaires Équipe de coordination Comité communication	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les partenaires font percoler l'information au sein de leurs organisations (bulletin, plateforme, etc.).</li> <li>Une page Facebook est créée. Autres moyens de communication seront évalués.</li> <li>Les comités de travail sont alimentés par les partenaires à travers la plateforme, l'assemblée, les rencontres du CPT, les ICI, l'équipe de coordination.</li> <li>Des outils facilitant le transfert ou la cueillette d'information dans nos milieux sont proposés par l'équipe de coordination.</li> </ul>

### Soutien

Objectif(s) spécifique(s)	Stratégie(s) d'action	Responsable(s) et partenaire(s)	Échéancier	Résultat(s) attendu(s)
<b>3. Assurer la liaison avec et entre les milieux locaux</b>	3.1 Participer aux événements locaux à travers les ICI	La coordonnatrice Équipe de coordination CPT	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les dynamiques et réalités territoriales sont connues et reconnues</li> <li>Participation à une rencontre des partenaires locaux élargis par année par MRC.</li> <li>Faire le suivi de la tournée et de l'Assemblée.</li> </ul>
	3.2 Partager de l'information en provenance des ICI avec les partenaires du RESSORT	Équipe de coordination Partenaires CPT	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le bulletin réserve une section pour les ICI.</li> <li>Un espace est disponible sur la plateforme pour l'information en provenance des ICI. L'espace disponible est adapté aux réalités et à la dynamique de chaque ICI.</li> <li>Un moment est réservé aux ICI lors de l'assemblée.</li> <li>L'éco réserve un point à l'ordre du jour de chacune de ses rencontres (rencontre des responsables ATI, OC, TOC).</li> </ul>
	3.3 Soutenir les ICI	Équipe de coordination Agents d'accompagnement du développement des collectivités (locaux et régionaux)	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un mécanisme de transmission des besoins et des demandes est connu des ICI</li> <li>Discussion, recherche de solution et orientation vers des ressources pertinentes</li> <li>Les liens de confiance sont renforcés parmi les partenaires.</li> </ul>
<b>4. Soutenir le fonctionnement du RESSORT</b>	4.1 Formaliser le fonctionnement du RESSORT	CPT et partenaires Équipe de coordination	Décembre 2014 et en continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le CPT s'est entendu sur le ou les fiduciaires du RESSORT.</li> <li>Des règles formelles de fonctionnement pour le RESSORT sont élaborées et présentées à la deuxième assemblée du RESSORT.</li> </ul>

Objectif(s) spécifique(s)	Stratégie(s) d'action	Responsable(s) et partenaire(s)	Échéancier	Résultat(s) attendu(s)
				<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'équipe de coordination soutient les processus de travail autour des enjeux partagés par l'assemblée.</li> <li>• Une personne coordonne le RESSORT.</li> <li>• Des ressources humaines sont dégagées par les partenaires pour participer aux différentes instances et comités du RESSORT.</li> <li>• L'équipe de coordination s'assure de faire des liens entre les différentes composantes du RESSORT</li> </ul>
<p><b>5. Susciter la modulation et/ou l'adaptation des programmes</b></p>	<p>5.1 Mobiliser des partenaires autour des difficultés administratives (planification, demande de financement, reddition de comptes, évaluation) vécues par les ICI</p>	<p>Équipe de coordination Sous-comité "irritants administratifs" Comité financement CPT</p>	<p>En continu</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les partenaires intéressés à travailler sur ces enjeux sont mobilisés</li> <li>• Les enjeux reliés au financement sont clarifiés</li> <li>• Un mécanisme visant à faire cheminer les besoins et connus des ICI</li> <li>• Des stratégies s'adaptant aux besoins locaux sont élaborées</li> <li>• Des recommandations sont transmises aux autorités compétentes en regard d'obstacles répandus et récurrents qui entravent le développement des collectivités</li> </ul>

## Partage et développement de l'expertise

Objectif(s) spécifique(s)	Stratégie(s) d'action	Responsable(s) et partenaire(s)	Échéancier	Résultat(s) attendu(s)
<b>6. Proposer des outils en fonction des besoins</b>	6.2 Développer des outils utiles au travail collectif	Équipe de coordination	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un processus de travail est élaboré et facilite le travail collectif des partenaires sur les enjeux partagés</li> <li>Des outils sont développés selon les besoins (ex. en matière de planification ou d'évaluation)</li> </ul>
<b>7. Rendre disponible, sur la plateforme, l'information utile aux partenaires en développement social des collectivités</b>	7.1 Recenser et diffuser les ressources pertinentes, les bons coups, les réussites et les pratiques innovantes en développement social des collectivités (de la région et d'ailleurs).	Équipe de coordination Partenaire CPT	En continu	<p>On retrouve sur la plateforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un répertoire des expertises de la région en développement social des collectivités.</li> <li>Des documents, vidéos et études produits sur les réussites collectives.</li> <li>Des documents, portraits et études relatifs aux pratiques innovantes en développement social des collectivités et concernant la région.</li> <li>Les lieux de concertation locaux et régionaux.</li> <li>Un répertoire des fonds disponibles</li> </ul>
	7.2 Diffuser le portrait social GÎM sur la plateforme	Équipe de coordination Comité Veille portrait	Juin 2014 En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>La dernière version du portrait social est validée par le comité « Veille portrait »</li> <li>Le document est convivial et facilement accessible sur la plateforme Web du RESSORT.</li> <li>Le comité Veille est saisi des opportunités que présentent les travaux de l'observatoire GÎM pour le portrait social (phase 2 du portrait).</li> </ul>
<b>8. Promouvoir une approche réseau du partage et du développement des connaissances</b>	8.1 Soutenir les communautés de pratiques	Équipe de coordination	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en liaison des partenaires travaillant sur les mêmes dossiers afin de favoriser l'entraide</li> <li>Mise en liaison des agents d'accompagnement du développement des collectivités</li> <li>Partager des connaissances et compétences entre les personnes ressources locales et régionales du développement social des collectivités</li> </ul>
	8.2 Favoriser la	Équipe de	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les différentes offres de formations sont</li> </ul>

Objectif(s) spécifique(s)	Stratégie(s) d'action	Responsable(s) et partenaire(s)	Échéancier	Résultat(s) attendu(s)
	circulation de l'information concernant les formations disponibles	coordination Partenaire		diffusées sur la plateforme et dans le bulletin. <ul style="list-style-type: none"> <li>Les partenaires partagent leur offre de formation pertinente.</li> </ul>
	8.3 Proposer de la formation en développement des collectivités ou en lien avec des enjeux particuliers	Équipe de coordination	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Offrir de la formation en fonction des besoins des partenaires</li> </ul>
	8.4 Participer à des activités de formation et de ressourcement	Équipe de coordination	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'équipe de coordination du RESSORT développe son expertise de façon continue</li> </ul>

### Représentation

Objectif(s) spécifique(s)	Stratégie(s) d'action	Responsable(s) et partenaire(s)	Échéancier	Résultat(s) attendu(s)
<b>9. Faire connaître les réalités régionales et locales partagées</b>	9.1 Participer à des activités de représentations à l'échelle nationale	Équipe de coordination	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le RESSORT participe aux activités du RQDS et autres événements afin de faire connaître les réalités et préoccupations de notre région en matière de développement social et de lutte à la pauvreté.</li> <li>Notre région travaille en réseau avec les autres régions</li> </ul>
	9.2 Partager les enjeux et préoccupations issues de l'assemblée avec les organisations et les concertations existantes	Équipe de coordination	En continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>La surconcertation est évitée, le plus possible.</li> <li>Le RESSORT agit en fonction de ses axes d'intervention, en complémentarité et en soutien aux partenaires locaux.</li> <li>Les organisations et concertations existantes sont informées des enjeux et préoccupations partagées.</li> <li>Les partenaires locaux sont soutenus dans leurs représentations</li> </ul>

### ANNEXE III : LISTE DES PARTICIPANTS AUX GROUPES ET COMITÉS DE TRAVAIL DU RESSORT

<p><b>Partenaires du groupe habitation/logement :</b> Luc Potvin (organisateur communautaire CSSS Baie-des-Chaleurs), Valérie Blain (Comité lutte à la pauvreté Côte-de-Gaspé), Martine Dumaresq (CRR), Nathalie Duguay (Association des aînés du Rocher-Percé), Gaëtanne Mauger (CRÉ-GÎM), Johanne Bécu (Centre Émilie-Gamelin), Nastassia William (Table concertation des groupes de femmes), Aude Buevoz (Agente de développement rural), Marie Houde (GRLC-GÎM), Daniel Samuel (OMH Côte-de-Gaspé), Mélissa Bélanger (ATI Bonaventure), Monique Collin (OMH de Percé), Claude Cyr (Commission jeunesse), Ambroise Henri (GRLC-GÎM), Gilbert Bélanger (CIRADD), Mathieu Lapointe (ATI Avignon), Pierre-Luc Lupien (CIRADD). Absents : André St-Onge (ATI, Îles-de-la-Madeleine), Danick O'connor (Stratégie d'établissement durable), Jean-François Houde (Office des personnes handicapées du Québec), Kevin Coulombe (Agence de la santé et des services sociaux GÎM).</p>	<p><b>Partenaires du comité de suivi du portrait sur le logement</b> Marie Houde (Groupe ressource en logement collectif) Nastassia Williams (Chargée de projet ADS, Table de concertation des groupes de femmes), Monique Colin (OMH, Rocher-Percé) Valérie Blain (ATI Côte-de-Gaspé), Ambroise Henry (Groupe ressource en logement collectif) Michel Hallé (OMH) Un représentant des ÎM s'ajoutera sous peu.</p>
<p><b>Partenaires du groupe transport :</b> Josée Darveau (URLS), Nastassia William (TCGF-GÎM), Louis-François Bélanger (Complice), Gilbert Bélanger (CIRADD), Antoine Audet (RéGÎM), Jean-François Houde (OPHQ), Jean-Michel Landry (CRÉ-GÎM), Jacques Rivières (Accès Micro-crédit), Florence Gauthier (Table de concertation pour les aînés), Ghislain Anglehart (MAMROT), Manon Guité (Avenir d'enfants), Valérie Legault (Santé jeunesse Côte-de-Gaspé), Émilie Thériault (Table consultative jeunesse Rocher-Percé) Mathieu Lapointe (ATI Avignon), Valérie Blain (ATI Côte-de-Gaspé), Patrick Rioux (Animation jeunesse Haute-Gaspésie), Collin Lafleur (BDCAS).</p>	<p><b>Les partenaires du comité « portrait social GÎM » :</b> Jean-François Houde (OPHQ), Nastassia William (Chargée de projet ADS), Ghislain Anglehart (MAMROT), Louis-François Bélanger (Complice), Stéphanie Arseneau-Bussièrès (ATI Îles-de-la-Madeleine), Valérie Blain (ATI Côte-de-Gaspé).</p> <p><b>Les partenaires du comité technique sur le financement :</b> Mélissa Plourde (QeF), Manon Guité (Avenir d'enfants), Louis-François Bélanger (Complice), Geneviève Giguère (ROCGÎM), Ghislain Anglehart (MAMROT), Claude Cyr (Commission Jeunesse), Julie Lacasse (RESSORT) et Gaëtanne Mauger (CRÉ-GÎM).</p>

## ANNEXE IV : RAPPORT FINANCIER 2013-2014

### RESSORT

	2012/2013	2013/2014 au 31 mars 2014	2014/2015 au 29 octobre 2014	Récapitulatif
<b>Revenus</b>				
Agence de la santé et services sociaux	75 000,00 \$			75 000,00 \$
Avenir d'Enfants	50 000,00 \$		62 500,00 \$	112 500,00 \$
CRÉGÎM	25 000,00 \$	25 000,00 \$		50 000,00 \$
Solde entente Lutte pauvreté		<u>198 734,70 \$</u>		<u>198 734,70 \$</u>
	<u>150 000,00 \$</u>	<u>223 734,70 \$</u>	<u>62 500,00 \$</u>	<u>436 234,70 \$</u>
<b>Dépenses</b>				
Salaires et avantages sociaux	39 005,04 \$	70 544,08 \$	49 064,02 \$	158 613,14 \$
Loyer	3 180,00 \$	3 180,00 \$		6 360,00 \$
Frais de rencontres	1 545,53 \$	8 143,57 \$	1 017,53 \$	10 706,63 \$
Frais déplacements	1 713,94 \$	5 736,33 \$	1 116,96 \$	8 567,23 \$
Fournitures de bureau et informatiques	1 779,61 \$	1 009,30 \$	181,97 \$	2 970,88 \$
Téléphone/conférences téléphoniques	1 027,69 \$	3 679,52 \$	320,53 \$	5 027,74 \$
Services informatiques et communications	2 184,95 \$	20 992,48 \$	333,57 \$	23 511,00 \$
Frais recrutement		220,09 \$		220,09 \$
Frais formation		301,43 \$	16,12 \$	317,55 \$
Honoraires professionnels	944,70 \$	12 167,84 \$		13 112,54 \$
Cotisation			45,00 \$	45,00 \$
Articles promotionnels		212,82 \$		212,82 \$
Frais de gestion de la CRÉ	<u>8 502,00 \$</u>	<u>6 885,00 \$</u>		<u>15 387,00 \$</u>
	<u>59 883,46 \$</u>	<u>133 072,46 \$</u>	<u>52 095,70 \$</u>	<u>245 051,62 \$</u>
<b>Solde</b>	90 116,54 \$	90 662,24 \$	10 404,30 \$	191 183,08 \$
<b>Revenus reportés</b>	<u><b>90 116,54 \$</b></u>	<u><b>180 778,78 \$</b></u>	<u><b>191 183,08 \$</b></u>	<u><b>191 183,08 \$</b></u>